

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES
SPÉCIALES ET DE LA DÉCOLONISATION
(QUATRIÈME COMMISSION)
2e séance
tenue le
mercredi 4 octobre 1995
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 2e SÉANCE

Président : M. MUTHAURA (Kenya)

SOMMAIRE

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT

ÉLECTION DU BUREAU

ORGANISATION DES TRAVAUX

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non visés dans d'autres points de l'ordre du jour)*

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUÉS EN VERTU DE L'ALINÉA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES*

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, ÉCONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE*

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES*

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL*

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ÉTUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ÉTATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES*

DEMANDES D'AUDITION

* Questions faisant l'objet d'un examen groupé.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.4/50/SR.2
20 novembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

La séance est ouverte à 10 h 45.

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT

1. Le PRÉSIDENT dit que l'ordre du jour de la Commission comprend deux grandes catégories de questions. Figurent dans la première catégorie les points concernant la décolonisation, les réfugiés palestiniens, les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, le Sahara occidental et les territoires occupés de Croatie. Ils disparaîtront quand les problèmes auxquels ils se rapportent auront été réglés. À la session en cours, la Commission s'efforcera de contribuer de la façon la plus constructive possible au règlement de ces questions.

2. Il faut promouvoir la réalisation de l'objectif fixé par l'Assemblée générale, à savoir éliminer le colonialisme d'ici à l'an 2000. En ce qui concerne le Moyen-Orient, la récente signature de l'Accord intérimaire sur l'extension des pouvoirs de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie a renforcé la progression vers une paix durable dans la région. La superficie des territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés diminue; la Quatrième Commission se doit d'appuyer ce processus par une résolution constructive. S'agissant du Sahara occidental, la mise en place d'une administration provisoire et la préparation du référendum ont progressé plus lentement que prévu. Il faut éliminer les derniers obstacles si l'on veut parvenir à un règlement conforme à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

3. La deuxième catégorie de questions porte sur des points que la Commission maintiendra à son ordre du jour, comme le maintien de la paix, les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, l'action de l'ONU dans le domaine de l'information et les effets des rayonnements ionisants.

4. Au cours des quatre dernières années, les opérations de rétablissement de la paix sont devenues pour l'ONU un important instrument de maintien de la paix et de la sécurité internationales et de promotion de l'action humanitaire. La Commission devra examiner la suite donnée à la résolution adoptée par l'Assemblée générale sur cette question à sa quarante-neuvième session, ainsi que la question du renforcement des activités de l'ONU dans le domaine du maintien de la paix. En ce qui concerne l'importance croissante de la recherche spatiale et de l'utilisation des réalisations de la science spatiale pour le bien-être de toute l'humanité, la Commission sera saisie d'un rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Enfin, elle devra procéder à un examen approfondi de l'usage que l'Organisation fait des résultats de la révolution des techniques de l'information. En effet, l'ONU continue de mener d'excellentes activités dans ce domaine mais, aussi paradoxal que cela puisse paraître, on l'associe essentiellement à ses rares échecs. Son action devra être renforcée dans le cadre des travaux concernant la revitalisation du système des Nations Unies.

/...

ÉLECTION DU BUREAU

5. M. NUÑEZ-MOSQUEIRA (Cuba) propose d'élire M. Samadi (République islamique d'Iran) au poste de vice-président.

6. M. DELANEY (Papouasie-Nouvelle-Guinée) propose d'élire M. Holohan (Irlande) au poste de vice-président.

7. M. Samadi (République islamique d'Iran) et M. Holohan (Irlande) sont élus vice-présidents par acclamation.

8. Le PRÉSIDENT dit que les consultations concernant la candidature au poste de rapporteur se poursuivent et que l'élection à ce poste est en conséquence reportée à la séance suivante.

ORGANISATION DES TRAVAUX (A/C.4/50/1 et A/C.4/50/L.1)

9. Le PRÉSIDENT souligne la nécessité de respecter rigoureusement l'article 110 du règlement intérieur de l'Assemblée générale concernant les félicitations. Il appelle ensuite l'attention des membres de la Commission sur les recommandations relatives à l'organisation et à la rationalisation des travaux de l'Assemblée générale qui figurent dans le premier rapport du Bureau (A/50/250) et qui ont été examinées par l'Assemblée à sa 3e séance de la session en cours. Cette dernière a, entre autres, approuvé la recommandation du Bureau concernant la suspension et la date de clôture de la cinquantième session; les horaires des séances; les explications de vote, le droit de réponse, les motions d'ordre et la durée des interventions; les comptes rendus de séances; les déclarations récapitulatives; les résolutions; et les questions liées au budget-programme.

10. S'agissant des comptes rendus de séances, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Bureau tendant à maintenir la pratique suivant laquelle des procès-verbaux intégraux ou partiels étaient établis pour certaines séances de l'ancienne Commission politique spéciale. En effet, il est déjà arrivé que les comptes rendus analytiques soient distribués avec retard car ils doivent être publiés simultanément dans toutes les langues.

11. Le Président propose à ce sujet que les comptes rendus analytiques des séances de la Commission soient distribués dès qu'ils sont prêts dans la langue dans laquelle ils ont été établis (anglais, espagnol, français ou russe), étant entendu qu'ils seront distribués dans les autres langues à mesure que les différentes versions seront disponibles.

12. M. Al-ATTAR (République arabe syrienne), auquel se joint M. ZAHID (Maroc), demande pourquoi l'on ne mentionne que ces quatre langues et dit qu'il faut assurer le respect de la parité des langues officielles de l'Organisation.

13. M. MUSTAFA (Secrétaire de la Commission) explique que la pratique consistant à faire distribuer, dans un premier temps, les comptes rendus analytiques dans la langue dans laquelle ils ont été établis a été adoptée de longue date pour accélérer les travaux de la Commission. Ces documents sont, en fin de compte, tous publiés dans les six langues.

/...

14. M. JELBAN (Jamahiriya arabe libyenne) dit que la préférence accordée aux quatre langues en question est contraire au règlement intérieur.

15. M. ZAHID (Maroc) propose de revenir à la règle selon laquelle les comptes rendus doivent être publiés simultanément dans les six langues.

16. Le PRÉSIDENT propose que les comptes rendus analytiques soient distribués simultanément dans les six langues de l'Organisation.

17. Il en est ainsi décidé.

18. Le PRÉSIDENT invite instamment la Commission à appliquer les décisions que l'Assemblée générale a adoptées sur les recommandations contenues dans le rapport du Bureau et à soumettre leur projet de résolution sans retard, de façon à aménager le temps nécessaire à l'examen de leurs incidences sur le budget-programme. Il convient notamment que les membres souhaitant soumettre des projets de résolution concernant les points dont l'examen est prévu en fin de session le fassent le plus rapidement possible.

19. Le Président appelle l'attention sur les documents A/C.4/50/1, qui donnent la liste des points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission, et A/C.4/50/L.1, sur l'organisation de ses travaux. Comme l'indique ce dernier document, il est prévu que la Commission tienne 36 séances et une séance supplémentaire, selon la disponibilité des services de conférence. Le nombre de séances a été arrêté en fonction de celui que la Commission a consacré à l'examen des points à l'ordre du jour les années précédentes. Pour établir le programme de travail de la Commission, le Président a consulté les services organiques du Secrétariat et les délégations concernées et s'est fondé sur la documentation déjà disponible et sur les dates prévues pour la publication des autres rapports importants.

20. La Commission commencera par l'examen des points 18, 88, 89, 90, 12 et 91, qui concernent tous la décolonisation.

21. Pour ce qui est des autres points, le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, relatif au point 82, a été publié sous la cote A/50/46. Un projet de résolution a été établi sur ce point et les délégations intéressées devront consulter la délégation péruvienne.

22. S'agissant du point 83 (Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique), le rapport du Comité sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique sera publié sous la cote A/50/20 à la mi-octobre et le rapport du Secrétaire général a été publié sous la cote A/50/384.

23. En ce qui concerne le point 84 (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), le rapport du Commissaire général de l'Office sera publié sous la cote A/50/13 et Add.1, et les rapports correspondants du Secrétaire général paraîtront à la mi-octobre.

24. S'agissant du point 85 (Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés), deux des rapports périodiques du Comité établis en application de la résolution 49/36 de l'Assemblée générale ont déjà été publiés (A/50/170 et A/50/282) et les autres devraient l'être début novembre.

25. Concernant le point 86 (Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects), le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix est publié sous la cote A/50/230.

26. En ce qui concerne le point 87 (Questions relatives à l'information), le rapport du Comité de l'information a été publié sous la cote A/50/21 et le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 49/38 B de l'Assemblée générale sera publié sous la cote A/50/462.

27. Pour ce qui est du point 92 (La situation dans les territoires occupés de la Croatie), le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 49/43 sera publié prochainement.

28. Quant au point 93 (Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies), aucune documentation de base n'est attendue.

29. M. ZAHID (Maroc) demande qu'il soit fait en sorte que tous les rapports concernant le point 18 de l'ordre du jour, notamment le rapport sur la question du Sahara occidental, soient distribués dans les meilleurs délais.

30. Le PRÉSIDENT propose à la Commission d'adopter en principe le programme de travail figurant dans le document A/C.4/50/L.1.

31. Il en est ainsi décidé.

32. Le PRÉSIDENT souligne que les organismes et les personnes s'intéressant à la question des îles Falkland (Malvinas) (point 48 de l'ordre du jour) seront entendues par la Commission lorsque ce point sera examiné en séance plénière. Les membres seront informés des éventuelles demandes d'audition.

33. Le Président propose que, comme les années précédentes, un groupe de travail à composition non limitée soit créé, sous la présidence de la délégation autrichienne, pour préparer un projet de résolution sur le point 83 de l'ordre du jour.

34. Il en est ainsi décidé.

35. Le PRÉSIDENT dit qu'en adoptant les propositions concernant l'organisation des travaux, la Commission a décidé que les points 18, 88, 89, 90, 12 et 91 de l'ordre du jour feraient l'objet d'un débat général, ce qui permettra aux délégations d'intervenir sur ces points globalement ou isolément à toute séance consacrée à leur examen.

36. À ses sessions antérieures, la Quatrième Commission, suite à une recommandation du Comité spécial, examinait généralement le chapitre du rapport

/...

de ce comité concernant les activités militaires dans les territoires non autonomes en même temps que le point concernant les intérêts économiques étrangers. En l'absence d'objection, le Président propose à la Commission de suivre la même procédure.

37. Il en est ainsi décidé.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non visés dans d'autres points de l'ordre du jour) (A/50/23 (Partie V), chap. IX et (Partie VI) chap. X; A/AC.109/2012, 2013 et Corr. 1 et Add. 1, 2015 et Add. 1, 2016 et Add. 1, 2017 et Add.1, 2019 et Add.1, 2020 et Add.1, 2021, 2022, 2025, 2028, 2029; S/1995/240 et Add.1, 404, 779)

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUÉS EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (A/50/23 (Partie IV), chapitre VIII, A/50/458)

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, ÉCONOMIQUES ET AUTRES QUI FONT OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE (A/50/23 (Partie III), chap. V)

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (A/50/23 (Partie IV), chap. VII, A/50/212 et Add.1; A/AC.109/L. 1838; E/1995/85)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (A/50/3, chap. V, sect. C)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ÉTUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ÉTATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (A/50/481)

38. M. AL-ATTAR (République arabe syrienne), Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, présente les chapitres du rapport du Comité sur les travaux qu'il a menés en 1995 au titre des points 18, 88, 89 et 90 de l'ordre du jour, figurant dans le document A/50/23 (Parties II à VI).

39. Au paragraphe 10 de sa résolution 49/89, l'Assemblée générale a prié le Comité spécial de continuer à rechercher les moyens d'assurer l'application de sa résolution 1514 (XV), de prendre les mesures qu'elle a approuvées touchant la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, de faire des propositions précises pour l'élimination des dernières manifestations du colonialisme et de lui en rendre compte à sa cinquantième session, ainsi que de continuer à accorder une attention particulière aux petits territoires, notamment en y envoyant régulièrement des missions de visite, et de lui recommander les mesures les plus aptes à permettre aux populations de ces territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

/...

40. En réponse à ces demandes, le Comité spécial a de nouveau examiné à fond la situation existant dans les territoires non autonomes et approuvé une série de recommandations et de propositions, qui figurent aux chapitres IX et X du document A/50/23 (Parties V et VI).

41. Le Comité spécial a réaffirmé notamment qu'il incombait aux puissances administrantes de créer dans ces territoires les conditions permettant à leurs populations d'exercer librement leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) et que ces dernières devaient elles-mêmes déterminer leur statut politique futur, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration. Le Comité a demandé aux puissances administrantes de mettre sur pied, en coopération avec les gouvernements de ces territoires, des programmes d'éducation politique en vue d'informer leurs habitants des possibilités qui s'offrent à eux pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination, conformément aux options concernant l'accession à un statut politique légitime que l'Assemblée générale a définies dans sa résolution 1541 (XV).

42. Réaffirmant qu'il incombe aux puissances administrantes de promouvoir le développement socio-économique et de préserver l'identité culturelle de ces territoires, le Comité spécial a recommandé d'accorder la priorité au renforcement et à la diversification de leur économie. Il a demandé aux puissances administrantes de faciliter les missions de visite des Nations Unies dans les territoires non autonomes, afin d'examiner la question du statut de ces derniers compte tenu des aspirations de leurs habitants.

43. Le Comité a déploré que les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, en tant que puissances administrantes, n'aient pas participé à ses travaux concernant les territoires se trouvant sous leur administration pendant l'année en cours. Il s'est déclaré disposé à coopérer de façon constructive avec ces pays à la réalisation des objectifs de l'ONU concernant les territoires non autonomes.

44. En ce qui concerne les renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, le Comité, soulignant la nécessité d'obtenir des informations dans les délais voulus, a demandé aux puissances administrantes de transmettre au Secrétaire général les renseignements demandés à cet alinéa, ainsi que des renseignements détaillés sur l'évolution politique et constitutionnelle des territoires en question, dans un délai maximum de six mois après l'expiration de l'exercice dans ces territoires, et prié en conséquence le Secrétaire général de continuer à veiller à ce que les informations utilisées pour l'élaboration des documents de travail proviennent de toutes les sources disponibles.

45. La partie du rapport du Comité spécial portant sur les travaux réalisés en 1995 au titre des points 89 et 90 de l'ordre du jour figure dans les chapitres V à VII du document A/50/23 (Parties III et IV). Le Comité a examiné ces points en juillet et août de l'année en cours et adopté les décisions pertinentes sur la base desquelles il a formulé ses recommandations à l'Assemblée générale. Le Rapporteur exprime l'espoir que la Quatrième Commission approuvera pleinement ces recommandations.

46. M. BANGURA (Sierra Leone), parlant en sa qualité de Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, rappelle dans quel contexte ce dernier établit ses recommandations. En 1961, le Comité spécial de la décolonisation a reçu un mandat clair : observer la situation politique, économique et sociale dans les territoires non autonomes et présenter à l'Assemblée générale des rapports sur la mise en oeuvre de la Déclaration. Depuis sa création, il s'est scrupuleusement acquitté de ses fonctions : il a étudié la situation dans ces territoires, entendu des pétitionnaires, dépêché des missions de visite, diffusé des informations sur la décolonisation et formulé des observations et des recommandations concernant les progrès de la mise en oeuvre de la Déclaration, dans ses rapports à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Malgré les effets préjudiciables sur ses travaux de l'affrontement qui a opposé l'Est et l'Ouest pendant de nombreuses années, on peut dire sans exagérer que le Comité a contribué pour une large part au succès des activités de l'Organisation visant à promouvoir l'exercice de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance par les populations des territoires coloniaux, comme en témoigne la composition actuelle de l'ONU.

47. Fidèle à son mandat, le Comité spécial a constamment revu ses stratégies et ses méthodes de travail en tenant compte de l'évolution des situations pour accroître l'efficacité de son action. Conscient des changements survenus sur la scène internationale, il a adopté ces dernières années une approche dont le caractère pratique, la souplesse et l'originalité se sont reflétés dans les recommandations qu'il a présentées à la Quatrième Commission. Soucieux des intérêts des populations des territoires non autonomes, le Comité continue d'accorder une attention particulière aux besoins spécifiques de ces territoires et au bien-être de leurs habitants.

48. L'Assemblée générale s'est fixé pour objectif d'achever le processus de décolonisation d'ici à l'an 2000 et a proclamé les années 90 Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. Le Comité spécial est conscient qu'il faudra trouver des solutions novatrices et réalistes pour y parvenir. Seules des mesures concrètes répondant aux aspirations des populations des territoires en question en ce qui concerne leur futur statut et la participation des puissances administrantes aux travaux du Comité permettront d'atteindre les objectifs de la Décennie. C'est pourquoi le Comité a mis en oeuvre une stratégie nouvelle et originale en ce qui concerne la décolonisation tout en restant profondément attaché aux principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale. Il a accordé ces dernières années une attention particulière aux besoins spécifiques de chacun des territoires non autonomes en utilisant toutes les sources d'information disponibles, compte tenu en premier lieu de l'avis des populations et des gouvernements des territoires concernés, dont il a encouragé systématiquement les travaux.

49. Lors du séminaire régional organisé par le Comité en juillet 1995 à Trinité-et-Tobago, les chefs de gouvernement des territoires ont reconnu l'importance que revêtait un développement économique et social continu et durable pour leurs territoires, notamment pour promouvoir l'exercice du droit à l'autodétermination et à l'indépendance par les populations concernées. En conséquence, le Comité a axé les efforts qu'il a déployés dans le cadre de la

Décennie sur l'élaboration de mesures concrètes visant à promouvoir le développement de ces territoires, en s'efforçant d'obtenir l'appui des puissances administrantes et en engageant les institutions spécialisées des Nations Unies à faire leur possible pour aider les territoires non autonomes.

50. Pendant l'année en cours, au nom du Comité spécial, l'intervenant a appelé de nouveau l'attention des puissances administrantes sur l'importance de leur coopération et de leur participation aux travaux du Comité qui, pour sa part, s'est déclaré disposé à coopérer de façon constructive avec elles à la réalisation des objectifs de l'ONU concernant les territoires non autonomes. Le Comité considère que l'envoi de missions de visite des Nations Unies dans les territoires constitue le meilleur moyen d'obtenir des informations de première main sur les problèmes préoccupant les populations et exprime l'espoir que les puissances administrantes apporteront, à cet égard, leur concours actif à l'Organisation.

DEMANDES D'AUDITION

51. Le PRÉSIDENT annonce que la Commission a reçu 12 communications contenant des demandes d'audition sur les questions de Gibraltar, de Guam, de la Nouvelle-Calédonie et du Sahara occidental, au titre du point 18 de l'ordre du jour; il propose, conformément à la pratique établie, de les faire distribuer comme documents de la Commission et de les examiner à la séance suivante.

52. M. ZAHID (Maroc) dit qu'il souhaiterait savoir qui demande à être entendu sur la question du Sahara occidental.

53. Le PRÉSIDENT dit que la Commission a reçu trois demandes émanant du représentant du Front Polisario, de la représentante de "Sahara Fund, Inc." et d'un particulier, M. Frank Ruddy, respectivement.

54. M. ZAHID (Maroc) dit que son pays ne s'est jamais opposé aux demandes d'audition. Toutefois, la demande de M. Ruddy constitue un cas particulier. L'intéressé est en effet un ancien fonctionnaire du Secrétariat qui a exercé les fonctions de vice-président de la Commission d'identification de la Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). Il avait alors affirmé que des irrégularités auraient été commises concernant les activités de la Mission. Au terme de l'enquête qu'il a effectuée sur ces allégations, le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat a conclu (voir document A/49/884) que les accusations formulées par M. Ruddy n'étaient pas fondées et (voir par. 32) que le comportement professionnel non satisfaisant de l'intéressé, ainsi que son incapacité de travailler de façon constructive avec les autorités marocaines et les observateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avaient motivé le non-renouvellement de son contrat. En conséquence, l'audition de M. Ruddy ne peut qu'entraver les travaux de la Commission et avoir un effet préjudiciable. L'intervenant propose donc de ne pas faire distribuer cette demande comme document de la Commission.

55. M. MIMOUNI (Algérie) dit que la Commission a de longue date satisfait au droit des pétitionnaires à être entendus. C'est pourquoi il s'étonne qu'une délégation veuille, semble-t-il, rejeter certaines demandes d'audition. Or, le pétitionnaire en question, qui ne représente aucune partie, pourrait faire part

/...

à la Commission de l'expérience qu'il a acquise directement sur le terrain, au Sahara occidental. Les objections de la délégation marocaine sont donc injustifiées et vont à l'encontre du principe de transparence et de la liberté d'expression. L'intervenant propose que le Président intervienne auprès de la délégation marocaine afin qu'elle revienne sur sa position, sinon la délégation algérienne sera dans l'obligation de demander à la Commission de trancher la question.

56. M. ZAHID (Maroc) dit qu'il ne comprend pas l'étonnement manifesté par la délégation algérienne; le document A/49/884 a en effet été publié en avril 1995 et elle doit en avoir connaissance. Ce document qui, d'ailleurs, n'a pas été établi par la partie marocaine mais par le Secrétariat, contient les conclusions d'une enquête effectuée de façon objective et peut être consulté par toutes les délégations. Le principe de la transparence est donc respecté. Quant à l'impartialité du pétitionnaire, il ne saurait en être question lorsqu'on sait que l'intéressé a porté de fausses accusations contre la MINURSO et qu'il a fait partie de son personnel.

57. M. MWANBULUKUTU (République-Unie de Tanzanie) dit qu'il est difficile de trancher la question sans disposer des éléments pertinents. Il propose donc que la Commission ne se prononce qu'après qu'elle aura reçu notification par écrit de toutes les demandes d'audition.

58. Le PRÉSIDENT dit qu'au stade actuel, l'examen de la demande de M. Ruddy pourrait être reporté et que les autres demandes devraient être distribuées comme documents de la Commission et examinées à la séance suivante.

59. M. MIMOUNI (Algérie) rappelle que la pratique établie consiste justement à faire distribuer les demandes d'audition comme documents de la Commission et à les examiner à la séance suivante. C'est donc ainsi qu'il convient de procéder pour la demande de M. Ruddy.

60. M. ZAHID (Maroc) dit que sa délégation est disposée à accepter, dans un esprit de compromis, un report de la décision concernant la distribution de la demande de M. Ruddy en tant que document de la Commission.

61. M. NUÑEZ-MOSQUEIRA (Cuba) dit que les demandes d'audition doivent avoir été distribuées comme documents de la Commission pour que celle-ci puisse en examiner le bien-fondé. De plus, toutes les demandes doivent être examinées avec impartialité, faute de quoi on s'expose à créer un précédent fâcheux de discrimination et de sélection.

62. M. ABDULAYE (Ghana) demande si le Président ou le Secrétariat sont tenus de consulter les membres de la Commission au sujet de la publication de ce type de document.

63. Le PRÉSIDENT dit que, conformément à la pratique établie, le Président, lorsqu'il reçoit une demande d'audition, en informe la Commission qui décide alors de faire ou non distribuer cette demande comme l'un de ses documents.

64. M. AL-GHAMDI (Arabie saoudite) propose de reporter l'examen de la demande d'audition de M. Ruddy en attendant que des consultations aient eu lieu à ce sujet.

65. M. HOLOHAN (Irlande) propose que les délégations algérienne et marocaine, dans un esprit de compromis, laissent au Bureau le soin d'examiner la question et acceptent la décision qui sera prise sur la base des consultations qui seront organisées.

66. M. ZAHID (Maroc) dit qu'en l'occurrence, c'est à la Commission de prendre une décision et non au Bureau et insiste pour que des consultations soient organisées sous l'égide du Président.

67. M. MIMOUNI (Algérie) rappelle que conformément à la pratique établie, c'est bien la Commission qui prend la décision d'entendre les personnes qui en font la demande mais qu'il ne s'agit pour l'instant que de savoir si l'on fait distribuer le texte d'une demande.

68. Le PRÉSIDENT précise que les membres doivent se prononcer sur deux points : faire ou non distribuer la demande d'audition comme document de la Commission puis entendre ou non le pétitionnaire en question. S'agissant de la demande d'audition sur la question du Sahara occidental présentée par M. Ruddy, des consultations seront organisées entre les membres du Bureau et les délégations marocaine et algérienne et leurs résultats annoncés à la séance suivante. Le Président propose de faire distribuer les autres demandes d'audition comme documents de la Commission et de les examiner à la séance suivante.

69. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 50.